

**DIR JEU SPORT/DC-2024-118  
DECISION DU MAIRE**

**Objet : Mise à disposition de salles à la Maison des parents selon la convention au profit de l'Association Sauvegarde des Yvelines pour le dispositif ARPE dans le cadre de visites médiatisées**

**Le Maire,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 ;

**Vu** la délibération du Conseil municipal n°2023-104 du 2 octobre 2023 portant délégation de compétences du Conseil municipal au Maire ;

**Considérant** la volonté de la Commune de valoriser les compétences des parents ;

**Considérant** la Maison des Parents comme un service et un équipement municipal dont les missions s'articulent autour de l'écoute, l'information et l'accompagnement à la parentalité des familles trappistes ;

**Considérant** les compétences de l'association Sauvegarde de l'Enfant, de l'Adolescent et de l'Adulte en Yvelines pour mettre en place des rencontres médiatisées par le biais de son Service d'Aide à la Rencontre Parents-Enfants (A.R.P.E.) ;

**DECIDE**

**Article 1er : De signer** une convention avec l'association Sauvegarde des Yvelines 9 bis avenue Jean Jaurès à Versailles, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Nadine RESSE, pour une mise à disposition de locaux afin d'y accueillir des rencontres médiatisées organisées par le biais du Service d'Aide à la Rencontre Parents-Enfants (A.R.P.E.).

**Article 2 : D'indiquer** que les interventions de l'association Sauvegarde de l'Enfant, de l'Adolescent et de l'Adulte en Yvelines se dérouleront de septembre 2024 à août 2025, un samedi et dimanche sur deux selon un planning défini noté sur la convention.

**Article 3 : D'indiquer** que la Ville met à disposition, à titre gracieux, les locaux de la Maison des Parents Simone Veil, 11 rue Maurice Thorez.

**Article 4 :** La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de Trappes, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification.

Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement.

**Fait à Trappes,**

**Ali RABEH**  
Maire de Trappes

